



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... (Page 07)

Bourse

Wall Street termine en baisse, redoute un affaïssement de l'économie

La Bourse de New York a terminé en baisse vendredi, les investisseurs redoutant une récession provoquée par un resserrement ... (Page 08)

Banque

Goldman Sachs va supprimer jusqu'à 4000 postes

La banque américaine Goldman Sachs prépare un plan de ... (Page 08)



Programme d'excellence pour les femmes africaines (Pages 03)

2ème cohorte du PEFA au Togo



Marchés financiers de l'UEMOA et du Ghana (Page 04)

Les dépositaires centraux renforcent leur coopération

Formation en journalisme financier

Ecobank et AMA Academy récompensent les lauréats de la 1ère promotion

Le Groupe Ecobank, premier groupe bancaire panafricain, et AMA ... (Page 02)

Togo

De la SAZOF à APIZF pour de meilleurs investissements

La société d'administration de la zone franche (SAZOF) est passée en agence de promotion des investissements et de la zone franche ... (Page 04)

CEA 2022

La communauté du développement invitée à «joindre le geste à la parole»

La 17ème Conférence économique africaine (CEA) qui s'est achevée dimanche à Balaclava, en Île Maurice appelle la ... (Page 06)

Banque

BOA Togo ouvre ses portes de prêts aux PME

La banque of Africa (BOA) a ouvert ses portes de prêts aux petites et moyennes ... (Page 11)



www.career-academyinstitute.com
+228 93277876 / 92123162 / 99265828

CHRA® CHARTERED HUMAN RESOURCE ANALYST

(EXPERT EN RESSOURCES HUMAINES)

Faites Partie de la Prochaine génération de Leader en Ressources Humaines avec une Certification Reconnue Mondialement.

Formation en journalisme financier

Ecobank et AMA Academy récompensent les lauréats de la 1ère promotion

Le Groupe Ecobank, premier groupe bancaire panafricain, et AMA Academy, la plateforme panafricaine d'apprentissage en ligne qui propose des formations gratuites aux journalistes africains, annoncent, vendredi 16 décembre 2022, que la première promotion de journalistes a conclu son Programme de formation en journalisme financier axé sur les fintechs.

● Joël YANCLO

Le programme est une initiative révolutionnaire proposant, sur cinq semaines, des modules de formation couvrant l'histoire des services financiers, la blockchain, l'open banking et la transformation fintech des services financiers et de la réglementation. Le cours est spécialement conçu pour former et renforcer les capacités des journalistes dans la finance, les affaires et la technologie en les dotant des compétences, des connaissances et de l'expérience dont ils ont besoin pour comprendre pleinement et rendre compte avec précision des problèmes, des défis, des opportunités et des avantages du secteur financier africain. Pour Eloine Barry, directrice générale de AMA Academy, « ce programme de formation sur le journalisme financier répond à l'énorme besoin de fournir aux journalistes africains des connaissances et une compréhension de haut niveau sur les tendances émergentes dans le domaine de la finance, et en particulier celles liées aux fintechs qui évoluent rapidement. Il est particulièrement approprié que nous collaborions avec le groupe Ecobank pour ce programme, car Ecobank partage notre vision de la création d'un monde où chacun devrait pouvoir s'informer sur les nouvelles tendances qui affectent le développement de notre continent ». En août 2022, plus de 400 journalistes de 30 pays africains ont été sélectionnés pour participer



à ce programme gratuit de formation sur le journalisme financier. « Cette formation fintech s'aligne sur la stratégie de Ecobank visant à soutenir la croissance de l'écosystème fintech africain. Nous saluons cette première promotion de diplômés pour sa volonté, sa curiosité et son travail durant ces modules de formation. Ces personnes, ainsi que les futurs participants à ce programme, contribueront à assurer une couverture médiatique solide, nécessaire à l'éducation et à la sensibilisation du public au secteur financier sur le continent africain. Nous remercions également notre partenaire AMA Academy pour la mise en œuvre réussie de ce programme », a précisé Christiane Bossom, manager de la communication du Groupe Ecobank.

Prix du journaliste Fintech de l'année 2022

Félix Abely, rédacteur en chef de Congo Media Plus en République démocratique du Congo, et Joseph Ndamu Sandu, rédacteur en chef du Business Times au Zimbabwe, ont remporté le prix du journaliste Fintech de

l'année pour l'Afrique francophone et l'Afrique anglophone respectivement. Ils ont été sélectionnés par un jury d'experts et de journalistes pour avoir écrit les meilleurs articles sur la fintech lors de leur dernière mission du programme. Les deux lauréats ont reçu un accès gratuit au Sommet africain de l'industrie financière, organisé par Jeune Afrique Media Plus, qui s'est tenu les 28 et 29 novembre à Lomé. Au nom des deux lauréats, Joseph Ndamu Sandu rend hommage à la banque panafricaine, Ecobank, et à son partenaire African Media Agency pour avoir mis sur pied un programme qui donne aux journalistes la bonne boîte à outils pour faire des reportages avec une réelle connaissance et compréhension de la révolution fintech. Le directeur général du Groupe Ecobank, Ade Ayeyemi, félicite les lauréats en leur remettant leur prix en marge du Sommet africain de l'industrie financière. Il a également félicité tous les participants au programme de formation et a souligné la valeur qu'apporte la formation des journalistes financiers dans le contexte du secteur financier africain.

Image du jour



AUX DÉCIDEURS...

États-Unis – Afrique, et après...

Le président américain Joe Biden a accueilli les dirigeants africains lors du sommet la semaine dernière. Cela a ses avantages. Les 50 dirigeants africains ont eu l'occasion d'articuler leurs intérêts communs et d'adopter des positions communes lors de la réunion à Washington, DC.

Le sommet a démontré l'engagement durable des États-Unis envers l'Afrique et souligne l'importance des relations américano-africaines et d'une coopération accrue sur les priorités mondiales partagées. Il vise à s'appuyer sur les valeurs partagées entre les États-Unis et l'Afrique pour mieux favoriser un nouvel engagement économique, faire progresser la paix, la sécurité et la bonne gouvernance, renforcer l'engagement envers la démocratie, les droits de l'homme et la société civile, travailler en collaboration pour renforcer la sécurité sanitaire régionale et mondiale, promouvoir la sécurité alimentaire, répondre à la crise climatique, amplifier les liens de la diaspora, promouvoir l'éducation et le leadership des jeunes.

Lors du sommet de 2014, le président Obama a proposé des investissements de 20 milliards de dollars dans l'électricité, 7 milliards de dollars de financement public pour encourager les exportations et les investissements américains en Afrique, et une dépense annuelle de 110 millions de dollars pour aider les pays africains à développer des forces de maintien de la paix.

Plusieurs accords techniques ont également été signés. Il s'agit notamment de l'accord-cadre d'investissement avec la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Il fournit un mécanisme de coordination pour les questions de commerce et d'investissement. Le président Obama a également appelé le Congrès américain à étendre et à améliorer la loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (Agoa), qui offre un accès en franchise de droits aux marchandises des pays africains désignés aux États-Unis. Il a également annoncé un nouvel investissement de 110 millions de dollars par an pendant trois à cinq ans pour former des soldats africains à combattre le terrorisme et l'insurrection par le biais du programme Rapid Response Partnership.

L'Afrique a en effet bénéficié d'un certain nombre de ces initiatives, même si beaucoup restent inachevées. Par exemple, dans le domaine de la production et de la distribution d'énergie, le projet « Power Africa » est devenu une plateforme renforcée pour éclairer l'Afrique. Son mandat initial était d'ajouter 30 000 mégawatts de production d'électricité plus propre et plus fiable pour connecter 590 millions de personnes en Afrique. Jusqu'à présent, 6 501 mégawatts ont été générés, fournissant pour la première fois de l'électricité à 165,4 millions de personnes.

Avant le premier sommet africain en 2014, l'Agoa, qui devait se terminer en 2015, a été prolongé jusqu'en 2025. Depuis lors, il a permis aux pays africains d'exporter (en franchise de droits) des produits non pétroliers d'une valeur de 33 milliards de dollars entre 2014 et 2021. En outre, 267 millions de dollars ont été budgétés pour 2015-2017 pour le soutien au renforcement des capacités des militaires africains.

Les États-Unis continueront à promouvoir la « carte infrastructure » en Afrique. Ceci est généralement considéré comme un défi pour l'initiative chinoise "Belt and Road", le projet d'infrastructure massif destiné à s'étendre de l'Asie de l'Est à l'Europe.

Il comprend l'ambitieuse initiative de 600 milliards de dollars du Partenariat du G7 pour les infrastructures mondiales dirigée par les États-Unis. Comme indiqué dans sa stratégie Afrique lancée en août 2022, les États-Unis proposent de tirer parti et rationaliser le financement et co-investir pour réaliser des projets révolutionnaires visant à renforcer les économies, à diversifier les chaînes d'approvisionnement et à faire progresser la sécurité nationale des États-Unis et de l'Afrique.

L'initiative complétera également les efforts nouveaux et existants, notamment Prosper Africa, Power Africa, Feed the Future et une nouvelle initiative de transformation numérique, pour aider à combler le déficit mondial d'infrastructures sur le continent.

La plupart des « projets modèles » sont déjà en place. Il s'agit notamment du projet d'énergie solaire soutenu par les États-Unis en Angola et de l'installation de production de vaccins au Sénégal. Un autre est les câbles de télécommunications sous-marins reliant Singapour et la France, en passant par l'Égypte et la Corne de l'Afrique.

Cependant, le continent doit être prêt à utiliser ces opportunités et d'autres offertes par la concurrence des superpuissances en Afrique entre les États-Unis, la Chine et la Russie. Cela va probablement durer des décennies, compte tenu de la valeur géostratégique mondiale de l'Afrique.

Elom Nomenyo

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Programme d'excellence pour les femmes africaines

2ème cohorte du PEFA au Togo

Le Premier ministre Victoire Tomegah-Dogbe lance la deuxième cohorte du Programme d'excellence pour les femmes africaines (PEFA), chapitre du Togo. C'était le jeudi 15 décembre 2022, dans les jardins de la primature à Lomé.

• Joël YANCLO

Félicitations à la deuxième promotion du PEFA ! J'ai eu le plaisir d'échanger avec des jeunes femmes pleines d'avenir et de les encourager à faire preuve d'excellence, de discipline et de détermination tout au long de leur formation. Le PEFA prépare ces jeunes au monde du travail, en leur donnant les meilleurs outils et les opportunités nécessaires. Il démontre l'attention que le PR porte à la recherche de l'excellence et à l'émergence de la femme togolaise », a twitté le Premier ministre Victoire Tomegah-Dogbe après avoir procédé au lancement de la deuxième cohorte du Programme d'excellence pour les femmes africaines (PEFA) au Togo. La première cohorte avait permis de former 60 jeunes femmes. La cheffe du gouvernement exhorte les jeunes femmes de la deuxième cohorte du PEFA à poursuivre leur « parcours en ayant à l'esprit que vous êtes des filles de ce

pays et lui devez beaucoup. Faire preuve d'ambition et de détermination pour répondre à l'appel, "Togolais viens, bâtissons la cité". » « Le PEFA est une formation d'excellence qui vise à former des jeunes femmes togolaises talentueuses à des emplois d'impact et à l'entrepreneuriat. », souligne Maëla Gozan-Biyao, Directrice-pays de SHARE au Togo. Le programme PEFA reflète, bien la vision du chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé pour la jeune femme togolaise à savoir la recherche de l'excellence et l'émergence sur tous les plans. C'est pourquoi cette deuxième promotion doit être guidée par la recherche d'un leadership de qualité ; le travail et la détermination afin de mieux servir leur propre destinée et leur pays, le Togo. Au cours de ce lancement de la deuxième cohorte du Programme d'Excellence pour les Femmes en Afrique (PEFA), chapitre du Togo, l'assemblée a été émerveillée par la précision et l'éloquence des discours



de Farahane Tchacondoh et Abra Rosaline Tsekpuia, lauréates de la première promotion du programme PEFA qui bénéficie des partenaires du secteur privé tels que monsieur Touré-Tia, Directeur général de KEKELI Efficient Power, Elisa Desbordes-Cisse, Directrice des Opérations de la fondation Ecobank Transnational Incorporated, Charles Kokouvi Ggaflan, Président directeur général de Togo Terminal

pour leur soutien sans failles, dès le lancement de la première cohorte du programme, en 2021. Les ministres Kanka-Malik Natchaba, Myriam Dossou d'Almeida, Adjovi Lonlonyo Apedoh-Anakma, ont honoré de leur présence à la cérémonie officielle de lancement de cette deuxième cohorte.

PEFA au Togo

Le programme PEFA conçu spécialement pour l'accom-

plissement de la femme africaine est une déclinaison du Programme d'Excellence, développé avec la philosophie DO WELL DO GOOD, que SHARE offre déjà à plus de 2 000 étudiants répartis dans plus de 140 universités prestigieuses dans le monde. Le Togo est le premier pays où le programme PEWA-PEFA a été lancé. C'est une initiative de SHARE, soutenue par la Présidence de la République et parrainée par

le Premier Ministre. PEFA est un programme de deux ans à temps partiel complémentaire aux cursus académiques des participantes offert à des jeunes femmes talentueuses d'au plus 30 ans et centré sur l'acquisition de compétences professionnelles et le développement du leadership, une pédagogie moderne basée sur l'apprentissage par l'action et l'apprentissage personnalisé, gratuit pour les participantes qui reçoivent un soutien pour trouver un emploi à la fin du programme SHARE, par le biais du programme PEFA a pour ambition de former plus de 1000 jeunes femmes africaines leader. Le processus de sélection est en trois étapes. D'abord un test écrit, qui permet d'évaluer leurs compétences analytiques et leurs compétences rédactionnelles en français et en anglais. Et ensuite, elles subissent deux phases d'entretiens oraux, afin de vraiment mesurer leur motivation pour participer au programme, servir la nation et avoir un impact positif sur la société.



Marchés financiers de l'UEMOA et du Ghana

Les dépositaires centraux renforcent leur coopération

Le Dépositaire Central/Banque de Règlement de l'UEMOA (DC/BR) et le Dépositaire Central de Titres (GH) LTD du Ghana, annoncent la signature, le vendredi 09 décembre 2022, d'une convention de partenariat pour renforcer la coopération sur les marchés financiers du Ghana et des pays de l'Union économique et monétaire ouest africaine.

● Joël YANCLO

Birahim DIOUF, Directeur Général du Dépositaire Central/Banque de Règlement de l'UEMOA (DC/BR) et son homologue du CSD du Ghana, Michael MENSAH, ont paraphé, le document de convention de partenariat entre les deux organisations. La convention établit des bases communes pour lancer des initiatives conjointes sur leurs marchés respectifs ; des rencontres conjointes sur des sujets d'intérêt commun. « Le protocole d'accord avec le dépositaire central du Ghana crée des possibilités d'échange d'informations sur des questions d'intérêt commun. Je suis convaincu que cet accord profitera non seulement à nos institutions, mais aussi à nos clients et à nos marchés respectifs. Je suis ravi et enthousiaste quant au chemin à parcourir et à ce que nous pouvons accomplir ensemble », a déclaré Birahim DIOUF, DG du DC/BR, dans le communiqué de presse annonçant ce partenariat. De son côté, Michael MENSAH, Dg du Central Securities Depository (GH) LTD, a déclaré que le protocole d'accord avec le DC/BR marque la consolidation d'un véritable partenariat. « Le moment de l'exécution de ce protocole d'accord est juste, et il ne fait aucun doute que l'avenir est prometteur pour les deux institutions. Cette collaboration forgée entre



nos deux institutions facilitera grandement l'intégration des marchés de capitaux de la CEDEAO. Nous attendons avec impatience la mise en œuvre réussie de ce protocole d'accord pour le bénéfice mutuel des deux parties ».

A propos du DC/BR :

Opérationnel depuis 1998, le Dépositaire Central/Banque de Règlement (DC/BR) est l'une des deux structures centrales du Marché Financier Régional de l'UEMOA (avec la BRVM). Il est unique pour les 8 pays de l'UEMOA et est membre à part entière de l'Association Internationale des Agences de Codification (ANNA) ainsi que de l'Association des Dépositaires Centraux d'Afrique et du Moyen-Orient (AME-DA) depuis 2013. Ses missions se résument en quatre (4) principaux points : assurer la conservation et la circulation des titres, assurer le dénouement des transactions de la BRVM, assurer le paiement des événements sur valeurs (intérêts et dividendes) inscrites dans ses livres et gérer le Fonds de Garantie du Marché pour assurer la bonne fin des opérations. Birahim DIOUF en est le Directeur Général.



Togo/ Zone Franche industrielle

De la SAZOF à APIZF pour de meilleurs investissements

La société d'administration de la zone franche (SAZOF) est passée en agence de promotion des investissements et de la zone franche (APIZF). Ceci, pour mieux cadrer les investisseurs pour un climat des affaires plus attractif.

● Hélène MARTELOT

Une journée a été consacrée à l'Apizf à la foire Togo 2000, le mercredi 14 décembre 2022. Ce fut une occasion pour les premiers responsables de retracer le parcours de la Sazof, quels étaient les objectifs qui l'étaient assigné par l'Etat. C'était également l'occasion de présenter les résultats apportés par l'agence en termes de promotion des investissements, en termes d'attractions des investissements directe et projet, en termes de création d'emploi, en termes d'équilibre de la balance commerciale et en termes de masse salariale versé par les entreprises de la zone franche au Togo. La journée a également permis aux responsables de l'Apizf d'expliquer au public, quel était la nécessité d'innover en créant l'Apizf, et les avantages pour les investisseurs. « Avec la Sazof, nous nous occupions que des problèmes de la zone franche. Et quand un investisseur vient, et il n'est pas éligible à zone franche, on le laissait à son propre sort, alors que son investissement participe au développement du pays. Aujourd'hui avec cette rénovation, ça nous permet



d'encadrer au même moment des entreprises au réseau des investissements et celles qui seront au réseau économique spéciaux », a indiqué Nonyou-Ehong Potcho, directeur du guichet unique et des relations publiques à l'APIZF. Pour favoriser les échanges de la promotion et la croissance des investissements, l'Apizf a une équipe avec une approche qui consiste à aller vers les gens, les partenaires, les universités et vers les industries. « Notre approche est très attractif que ce soit vis-à-vis des partenaires financiers, on n'excite pas aller pour leur parler de nos projets, de nos besoins, de ce qu'on peut faire pour améliorer la pro-

motion des investissements, ou que ce soit auprès des agences de promotion, des exportations et des investissements qui nous permet d'attirer de nouveaux investisseurs potentiels », a expliqué Anaïs Sagbo, conseillère à Apizf. Pour les partenariats qui représentent une des formules clés pour la promotion des investissements, Mme Sagbo souligne qu'ils ont des différents types de partenariat. « Des partenariats avec des agences qui peuvent nous aider à cibler des investisseurs potentiels, des partenariats avec des bailleurs de fonds, des partenariats techniques et financiers qui peuvent nous accompagner dans la mobilisation des ressources pour mener à bien des activités de promotion », a énuméré entre autres, la conseillère de l'Apizf. Elle ajoute qu'ils peuvent avoir des partenariats avec des agences de promotion et d'investissement qui leur enrichi en termes de partage d'expérience, de connaissance et de partage de meilleur pratique pour la promotion des investissements. Rappelons que l'Apizf est sur le site du centre des expositions et foires (CETEF) de Lomé, dans le pavillon Oti, précisément au village des sponsors.



Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigéria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5
France	5,7	Turquie	3,3

Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Exportations de biens et services (en % du PIB)	26,9	25,3	23,9	23,1	21,8

Source : Banque mondiale ; dernières données disponibles

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

MINISTERE DES TRANSPORTS ROUTIERS,
AERIENS ET FERROVIAIRES

CABINET

PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PUBLICS

SECRETARIAT GENERAL

SOCIETE AEROPORTUAIRE DE LOME TOKOIN

**PROJET D'AMENAGEMENT DE L'ANCIENNE AEROGARE DE
TRANSIT DE L'AEROPORT INTERNATIONAL GNASSINGBE
EYADEMA (AIGE)**

REPUBLIQUE TOGOLAISE

Travail-Liberté-Patrie

**Sélection d'un cabinet chargé des études architecturale et technique,
élaboration des Dossiers d'Appel d'Offre (DAO), contrôle et surveil-
lance des travaux**

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET

Date : 29 Novembre 2022

AMI N° : 002/2022/MTRAF/CAB/PRMP/SG/SALT

Secteur des Transports Aériens

Financement : Budget de l'Etat, Gestion 2023

01. Le Ministère des Transports Routiers, Aériens et Ferroviaires dispose au titre du budget de l'Etat, gestion 2023 des fonds et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre des marchés de services de prestations intellectuelles fonds et à l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre des marchés de services de prestations intellectuelles relatifs à la sélection d'un cabinet en vue des **études architecturales et techniques, élaboration des dossiers d'appel d'offres, contrôle et surveillance des travaux dans le cadre du projet d'aménagement de l'ancienne aérogare de transit de l'Aéroport International Gnassingbé Eyadéma (AIGE).**

02. Les présents services de consultants sont constitués en une mission ci-après :

Mission : études architecturale, technique, environnementale et élaboration des DAO et contrôle et surveillance des travaux

Cette mission a une durée de 24 mois répartie en deux (02) phases comme présentées ci-dessous :

- ✓ Phase 1 (études architecturale, technique, environnementale) : six (06) mois ;
 - o Faire les études architecturale, technique et environnementale ;
 - o Elaborer le dossier d'appel d'offres ;
- ✓ Phase 2 (contrôle et surveillance des travaux) : dix-huit (18) mois.
 - o Contrôler les dispositions techniques ;
 - o Etablir et appliquer une méthode appropriée pour le suivi de l'avancement des travaux ;
 - o Préparer les attachements ;
 - o Vérifier les décomptes de travaux et assurer le suivi des dépenses ;
 - o Etablir les fiches de suivi des chantiers et les différents rapports périodiques ;
 - o Procéder à la vérification de tous les plans d'exécution et notes de calcul dressés par l'entrepreneur ;
 - o Gérer la levée des réserves ;
 - o S'assurer que les matériaux utilisés sont de bonne qualité et bien mis en œuvre ;
 - o Veiller à l'élaboration des dossiers des travaux exécutés (plan de récolement).

03. Le Ministère des Transports Routiers, Aériens et Ferroviaires, invite par le présent avis les bureaux de consultants qualifiés à manifester leurs intérêts à fournir les services ci-dessus cités. Les candidats intéressés doivent fournir des informations indiquant leurs capacités techniques à pouvoir exécuter lesdits services notamment : les références concernant l'exécution des contrats analogues, les expériences antérieures pertinentes dans les conditions semblables, la disponibilité du personnel clé qualifié dans les domaines de la mission (fourniture de la liste et des CV du personnel), ainsi que toutes autres informations complémentaires.

04. Les candidatures seront évaluées sur la base des critères ci-après :

- ✓ la nature des activités du candidat et le nombre d'années d'expérience : 10 points
- ✓ les qualifications du candidat dans le domaine des prestations : 30 points
- ✓ les références du candidat concernant l'exécution de marchés analogues : 40 points
- ✓ l'organisation technique et managériale du cabinet : 10 points
- ✓ les qualifications générales et le nombre de personnels professionnels : 10 points.

NB :

- tout consultant non togolais doit s'associer obligatoirement avec un consultant togolais de spécialité urbaniste ou expert en transport ;
- seuls les projets accompagnés d'attestations de bonne fin d'exécution délivrées par un Maître d'ouvrage et comportant les contacts (téléphone et e-mail) aux fins de vérification seront considérés au titre des expériences similaires ;
- les activités du candidat doivent être justifiées par les statuts certifiés ;

Par ailleurs, les consultants devront joindre à leurs manifestations d'intérêt les pièces administratives suivantes :

- dans le cas d'un groupement, une copie de l'accord de groupement entre les sociétés ;

- un document attestant que le Consultant ne se trouve dans aucune des situations suivantes : faillite, suspension de paiement, etc., et établi conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays du Consultant datant de moins de trois (3) mois ;
- une attestation d'inscription au registre du commerce conformément à la législation ou à la pratique nationale du pays du Consultant ;
- l'attestation de paiement de la taxe parafiscale de régulation et ceci, que le consultant ait exécuté ou pas de marché/contrat au Togo.

(Discussion.com)

Les consultants togolais devront fournir en plus des documents précités, les pièces ou documents ci-dessous :

- Attestation de régularité fiscale datant de moins de trois (03) mois ;
- l'attestation de l'inspection du travail et des lois sociales, datant de moins de trois (03) mois ;
- le quitus social en cours de validité ;
- la carte d'immatriculation fiscale en cours de validité.

05. Les candidats peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives.

06. Une liste restreinte de six (06) candidats et présentant au mieux les aptitudes requises pour exécuter les prestations sera établie par l'Autorité contractante ; ces candidats présélectionnés seront ensuite invités à présenter leurs propositions techniques et financières et un candidat sera retenu selon la méthode de sélection fondée sur la qualité technique et le coût.

NB : « les soumissionnaires sont informés que leurs propositions financières doivent être élaborées dans le respect des prix contenus dans la dernière version du répertoire des prix de référence (mercuriale des prix), disponible sur le site du Ministère de l'Economie et des Finances au <https://finances.gouv.tg>. Dans le cas contraire, leurs propositions financières seront redressées ».

07. Les candidats intéressés sont priés de faire parvenir leurs manifestations d'intérêt à la Personne Responsable des Marchés Publics du Ministère des Transports Routiers, Aériens et Ferroviaires sous pli fermé portant les indications suivantes au plus tard **le jeudi 29 décembre 2022 à 10 heures 00 minute TU** à l'adresse suivante :

**A l'attention de la Personne Responsable des Marchés Publics,
63 Rue Aklakou, 2^e étage de l'immeuble du Cabinet du MTRAF, Secrétariat
de la Personne Responsable des Marchés Publics du MTRAF,
Téléphone : 70 03 66 77, 90 22 79 56
Lomé.**

08. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires au sujet des documents de référence à l'adresse ci-dessous :

Ministère des Transports Routiers, Aériens et Ferroviaires

**Personne Responsable des Marchés Publics
63 Rue Aklakou, 2^e étage de l'immeuble du Cabinet du MTRAF Secrétariat
de la Personne Responsable des Marchés Publics du MTRAF,
Téléphone : 70 03 66 77/ 90 22 79 56
Lomé.**

Tous les jours ouvrables à partir du mercredi 30 novembre 2022 de 8 heures 00 minute à 12 heures 00 minute et de 15 heures 00 minute à 17 heures 00 minute TU.

09. Les manifestations d'intérêt doivent être déposées en quatre (04) exemplaires (un original et trois copies) à l'adresse mentionnée au point 7 du présent avis.

10. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent assister à l'ouverture des plis **le jeudi 29 décembre à 10 heures 30 min TU.**

**Le Ministre des Transports Routiers,
Aériens et Ferroviaires
Affoh ATCHA-DEDJI**

CEA 2022

La communauté du développement invitée à « joindre le geste à la parole »

La 17ème Conférence économique africaine (CEA) qui s'est achevée dimanche à Balacava, en Île Maurice appelle la communauté du développement et les gouvernements à prendre des mesures décisives pour lutter contre les changements climatiques.



● Nicole ESSO

La Banque africaine de développement, la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique et le Programme des Nations unies pour le développement, organisatrices de la conférence, ont appelé les participants à joindre le geste à la parole en proposant des solutions concrètes pour un développement respectueux du climat sur le continent. Les participants ont affirmé que la réalisation de l'objectif de zéro émission nette - point central de la conférence de trois jours - est possible si toutes les parties prenantes s'engagent fermement, en créant un environnement propice aux partenariats public-privé notamment. «L'Afrique est la région la plus vulnérable face aux changements climatiques», a déclaré le ministre des Finances, de la Planification économique et du Développement de Maurice, Renganaden Padayachy. «Le fléau que constituent les changements climatiques met des vies en danger», a-t-il averti. «Et si nous limitons les changements climatiques, nous changerons des vies», a souligné Renganaden Padayachy lors de la clôture de la conférence. Plus de 350 délégués y ont physiquement pris

part et des milliers d'autres y étaient connectés en visioconférence. La Conférence économique africaine 2022 était une excellente tribune pour discuter de solutions innovantes visant à soutenir un développement respectueux du climat en Afrique. Kevin Urama, économiste en chef et vice-président par intérim de la Banque africaine de développement chargé de la Gouvernance économique et de la Gestion des connaissances, a insisté sur le fait que l'avenir de l'Afrique passera par la capacité d'innovation des jeunes Africains. S'adressant directement à la jeunesse africaine, M. Urama a déclaré : «Votre capacité d'innovation, vos connaissances, votre puissance, utilisez-les pour que nous puissions réaliser un développement respectueux du climat sur le continent.» Il a noté les riches enseignements de la conférence, y compris les défis, les solutions, et ce que le secteur privé et les États peuvent faire pour tirer parti des compétences et des technologies disponibles. Dans un discours prononcé en son nom, l'administratrice adjointe et directrice du Bureau régional pour l'Afrique du PNUD, Ahunna Eziakonwa, a appelé à une action accélérée. «Nous devons être particulièrement attentifs aux coûts économiques, socié-

taux, environnementaux, politiques et sécuritaires des transitions vertes. Nous devons comprendre pleinement les compromis et les coûts d'opportunité pour les communautés et les familles et éviter les voies qui sapent les perspectives de développement et creusent les inégalités», a déclaré Mme Eziakonwa. Le financement du climat est urgent, a-t-elle relevé exhortant les gouvernements africains à résoudre les incertitudes qui l'entourent. «Atteindre l'objectif de zéro émission nette doit également signifier atteindre la pauvreté zéro», a déclaré Mme Eziakonwa. Hanan Morsy, secrétaire exécutive adjointe et économiste en chef de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), a indiqué que la lutte contre les changements climatiques ne devrait pas être un choix, mais un impératif pour que l'Afrique parvienne à un développement respectueux du climat. «À ce titre, ce que nous avons élaboré et discuté ici concernant le développement respectueux du climat n'est pas un simple événement. Il s'agit d'un processus», a-t-elle déclaré, tout en exhortant les pays africains à tenir compte des analyses et des recommandations qui ont été faites lors de la conférence.



Appel public à l'épargne

PETRO IVOIRE SA lance un emprunt obligataire de 30 milliards de FCFA

Afin de renforcer ses projets de développement, PETRO IVOIRE SA, lance du 05 au 19 décembre 2022, un emprunt obligataire d'un montant de 30 milliards de FCFA par appel public à l'épargne équipée APE PISA 2022 - 2029.

● Vivien ATAKPABEM

Une opération d'émission d'obligations pour lever 30 milliards de francs CFA. L'obligation d'une durée de 7 ans (avec une période différée de deux ans) aura un rendement annuel de 6,8 % et, sur la période, Petro Ivoire distribuera près de 9,7 milliards de francs CFA (15,5 millions de dollars US) en intérêts, selon le calendrier d'amortissement. Chacune des obligations coûte 10 000 francs CFA avec des tranches minimales de 100 000 francs CFA. En 2023, elle paiera 2,03 milliards XOF, puis 2,04 milliards XOF l'année suivante. En 2025, elle commencera à payer les deux principaux amortis, en com-



binant les principaux et les intérêts. Il s'agit d'une véritable opportunité pour les investisseurs, qui sont des prêts pour l'opération. En effet, elle a été annoncée récemment et la période de souscription est relativement courte (du 7 au 20 décembre). Seuls les investisseurs institutionnels, les banques, les compagnies d'assurance, les fonds de retraite et quelques particuliers disposant d'une épargne pourraient avoir la possi-

bilité d'investir dans cette opération. Le rendement est apparemment élevé et Petro Ivoire le justifie par la nécessité d'investir et d'améliorer la productivité et sa position de leader, notamment sur le marché ivoirien du gaz. Petro Ivoire s'adresse ainsi à tous les investisseurs, les opérateurs économiques, et les épargnants du marché régional de l'UEMOA afin de soutenir sa croissance et développer ce champion régional.

Mali

La centrale hydroélectrique de Gouina entre en service

Les responsables de pays membres de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) ont inauguré l'aménagement hydroélectrique de Gouina de 140 MW. Il s'agit d'une infrastructure sous-régionale qui alimente déjà quatre pays en Afrique de l'Ouest.



Une nouvelle infrastructure hydroélectrique entre en service sur le fleuve Sénégal. Il s'agit de l'aménagement hydroélectrique de Gouina inauguré le 3 décembre 2022 par l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS). C'était en présence des autorités de plusieurs pays ouest-africains, notamment du Mali, du Sénégal, de la Guinée et de la Mauritanie. Si l'inauguration de cette infrastructure attire autant de dirigeants, c'est qu'il s'agit d'un projet sous-régional mis en œuvre par l'OMVS. Cette organisation intergouvernementale basée à Dakar au Sénégal a été créée par le Mali, le Sénégal, la Guinée et la Mauritanie en vue de gestion du bassin versant du fleuve Sénégal qui parcourt l'Afrique de l'Ouest sur environ 1 800 km. L'aménagement hydroélectrique de Gouina est situé à 18 km au sud-est de Diamou dans la région de Kayes, à l'ouest du Mali. Il est composé d'une centrale au fil de

l'eau, au niveau des chutes de Gouina fonctionnant avec un déversoir de 1 230 m de long construit juste au-dessus de la chute d'eau.

Le retard dans la livraison des travaux
Équipée de trois turbines Kaplan de 46,6 MW chacune, la centrale électrique utilise le débit du barrage de Manantali (doté d'une centrale électrique de 200 MW, Ndlr) en amont pour réguler le flux d'eau. «Ce barrage (Gouina) aura pour effet d'entraîner, dans le secteur de l'énergie et dans l'espace OMVS, d'augmenter la capacité de transit de l'électricité dans le réseau, de favoriser les échanges d'électricité dans le cadre du marché de l'énergie sous-régional et de renforcer les capacités de la Société de gestion de Manantali (Sogem), qui comprend entre autres la construction de trois lignes», explique Abdoulaye Maïga, l'ancien Premier ministre par intérim, récemment nommé ministre d'État, ministre de l'Admi-

nistration du territoire et de la Décentralisation du Mali.

Le financement chinois

Quoiqu'il en soit, la centrale hydroélectrique de Gouina a déjà été raccordée au réseau électrique des pays membres l'OMVS à travers une nouvelle ligne de transmission, d'une longueur de 280 km. La mise en place de l'aménagement hydroélectrique a nécessité un investissement de 284 milliards de francs CFA (environ 433 millions d'euros) que l'OMVS a financé à 85 % via un prêt d'Exim Bank of China. Le projet a également reçu un financement d'un million de dollars du Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures (FFUEAI), et 1,4 million de dollars apportés conjointement par la Banque européenne d'investissement (BEI) et l'Association internationale de développement (IDA), la filiale du groupe de la Banque mondiale.

Avec afrik21

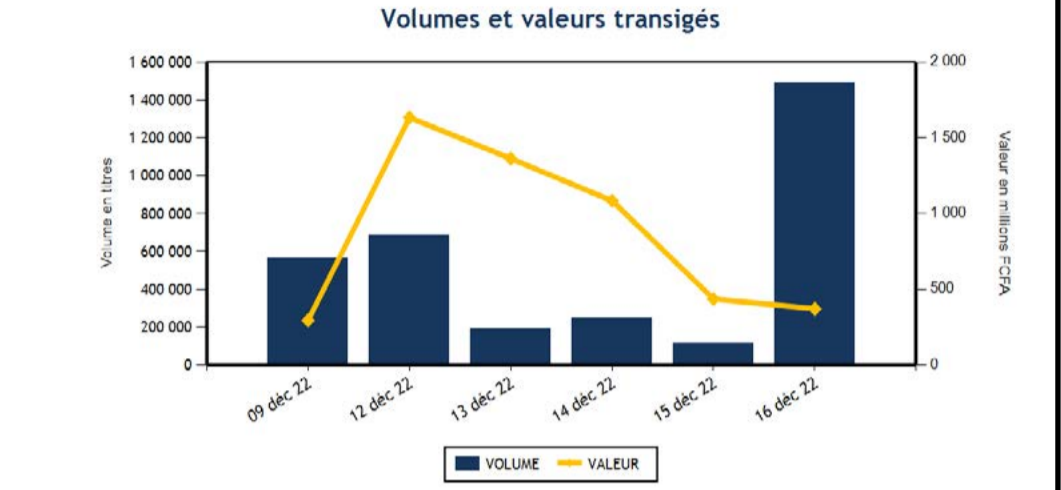
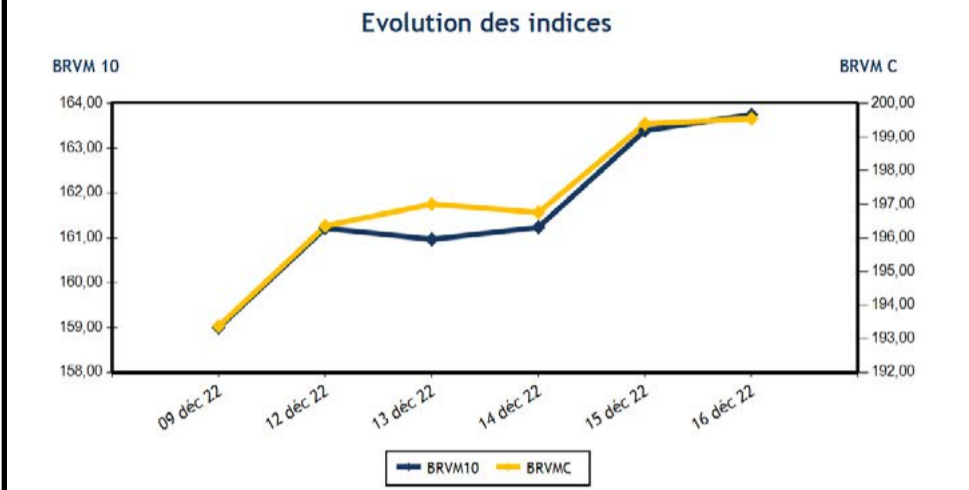
BRVM 10	163,75
Variation Jour	↑ 0,21 %
Variation annuelle	↑ 6,67 %



BULLETTIN OFFICIEL DE LA COTE

N° 241 vendredi 16 décembre 2022 Site : www.brvm.org

BRVM Composite	199,55
Variation Jour	↑ 0,08 %
Variation annuelle	↓ -1,35 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 006 256 453 545	0,07 %
Volume échangé (Actions & Droits)	1 475 677	1 208,96 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	229 618 054	-39,62 %
Nombre de titres transigés	39	-2,50 %
Nombre de titres en hausse	9	-43,75 %
Nombre de titres en baisse	15	7,14 %
Nombre de titres inchangés	15	50,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 906 601 508 145	-0,03 %
Volume échangé	13 528	146,01 %
Valeur transigée (FCFA)	140 728 231	154,94 %
Nombre de titres transigés	11	266,67 %
Nombre de titres en hausse	3	
Nombre de titres en baisse	1	
Nombre de titres inchangés	7	133,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 395	7,31 %	-20,29 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	20	5,26 %	11,11 %
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	5 900	3,60 %	-4,61 %
SAPH CI (SPHC)	5 550	2,97 %	6,83 %
BANK OF AFRICA CI (BOAC)	3 760	1,76 %	-35,78 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICABLE CI (CABC)	1 000	-6,54 %	-1,48 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	915	-3,68 %	-23,11 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	8 400	-3,34 %	-20,00 %
BANK OF AFRICA NG (BOAN)	6 550	-2,17 %	28,43 %
PALM CI (PALC)	10 500	-1,87 %	50,21 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	103,17	-0,15 %	-6,30 %	4 566	15 711 375	24,49
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	461,54	-0,02 %	2,83 %	1 385	13 468 830	8,94
BRVM - FINANCES	15	75,18	0,40 %	-2,53 %	1 456 669	157 389 639	7,24
BRVM - TRANSPORT	2	364,38	0,00 %	-41,43 %	397	588 605	5,82
BRVM - AGRICULTURE	5	297,46	0,31 %	22,26 %	11 551	41 011 220	5,62
BRVM - DISTRIBUTION	7	365,53	-1,14 %	-10,28 %	971	1 294 045	25,64
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 394,29	0,00 %	54,80 %	138	154 340	13,57
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-


Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	7,81	
Taux de rendement moyen du marché	7,47	
Taux de rentabilité moyen du marché	8,27	
Nombre de sociétés cotées	45	
Nombre de lignes obligataires	110	
Volume moyen annuel par séance	974 192,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 873 562 066,04	


Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	33,95	
Ratio moyen de satisfaction	82,10	
Ratio moyen de tendance	241,82	
Ratio moyen de couverture	41,35	
Taux de rotation moyen du marché	0,14	
Prime de risque du marché	6,90	
Nombre de SGI participantes	28	


Définitions


Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)


Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRUNNA FASO
Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
Avenue Charles de Gaulle Cotonou
01 BP 2000 Cotonou
Tél : (229) 21 31 21 28
Fax : (229) 21 31 20 77



CÔTE D'IVOIRE
Douane Régionale des Valeurs Mobilières
Palais, 18 Avenue Joseph ANOMA
01 BP 2002 Abidjan 01
Tél : (225) 20 31 50 50
Fax : (225) 20 32 47 77


GHANA
Chambre de Commerce, d'Industrie,
d'Agriculture et des Services de Côte d'Ivoire,
Avenue Fianu Nana
01 BP 88 Sèso
Tél : (245) 309 18 52 Fax : (245) 309 18 02


MALI
Immeuble SONAVE, ACI 2000 Hamdallaye
B.P. 1396 - Bamako
Tél : (225) 44 90 18 10
Fax : (225) 44 90 18 11


NIGER
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Investissement
de Niamey, Place de la concertation
BP 13 200 Niamey
Tél : (227) 20 73 89 82
Fax : (227) 20 73 89 47


SENEGAL
7, rue Jean Mermoz
BP 4956 Dakar - Fatick
Tél : (221) 33 821 15 18
Fax : (221) 33 821 15 06


TOGO
4891, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma,
Immeuble C22 Togo
BP 3262 Lomé
Tél : (228) 22 44 23 90
Fax : (228) 22 35 31 41

BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

PREMIERQUOTIDIENECONOMIQUEDUTOGO

N°043 du lundi 19 décembre 2022

Royaume-Uni

Vers une crise alimentaire, avertissent les agriculteurs

Selon un syndicat, les agriculteurs britanniques sont dans «une situation d'urgence», frappés par l'envolée des coûts des engrais, des aliments pour animaux, du carburant et de l'énergie.

Après des pénuries d'œufs, les tomates et les poires pourraient venir à manquer: frappé par une envolée des coûts, le Royaume-Uni se dirige tout droit vers une crise d'approvisionnement alimentaire, a prévenu, mardi, son principal syndicat agricole. À terme, «le danger est que nous produisions toujours moins de notre alimentation ici et que nous dépendions toujours plus des importations», a affirmé, à Londres, Minette Batters, présidente de la National Farmers' Union (NFU), ajoutant que le pays avait notamment «trop compté sur l'Espagne par le passé». Selon le syndicat, les agriculteurs britanniques sont dans «une situation d'urgence», frappés par l'envolée des coûts des engrais, des aliments pour animaux, du carburant et de l'énergie, conséquences de la perturbation des chaînes d'approvisionnement liées à la pandémie et de la guerre en Ukraine.

Les tomates suivent le chemin des œufs

Les œufs sont déjà devenus plus rares et chers, à cause de ces surcoûts, auxquels s'est ajoutée une épidémie locale de grippe aviaire. De nombreux supermarchés britanniques en sont réduits à les rationner. Et les cultures sous serre, comme les tomates, les concombres, les laitues ou



le céleri, très gourmandes en énergie, sont particulièrement touchées. Certaines verront cette année leurs niveaux de production les plus faibles depuis 1985, le début des statistiques en la matière. Face à cette situation, il faut partager les risques liés aux coûts avec les entreprises intermédiaires, notamment chargées de l'emballage ou les distributeurs, selon le syndicat, qui demande «davantage d'équité» dans la chaîne d'approvisionnement. Le NFU affirme qu'il y a 7000 entreprises agricoles de moins dans le pays qu'en 2019 – une baisse de près de 5% –, alors que les engrais azotés ont par exemple augmenté de 240% et que le gaz vendu en gros a subi une hausse massive de 650% sur cette période de trois ans. Le NFU a aussi critiqué, mardi, la volonté du gouvernement conservateur de signer des accords commerciaux tous azimuts depuis le Brexit, comme avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande, qui exposent les agriculteurs bri-

tanniques à une concurrence accrue.

Manque criant de travailleurs saisonniers

Au-delà des questions de coûts, qui flambent partout dans le monde, les agriculteurs d'outre-Manche souffrent aussi des conséquences du Brexit, qui a compliqué l'embauche de travailleurs européens sur lesquels s'appuyait le secteur. Le NFU demande au gouvernement d'accorder davantage de visas de travailleurs saisonniers, alors que certains producteurs ont vu, cette année, certaines de leurs cultures pourrir sur pied, faute de bras pour les récolter. En décembre dernier, le gouvernement britannique avait étendu jusqu'à la fin 2024 la possibilité de recourir aux travailleurs saisonniers agricoles étrangers – avec au total 40'000 visas en 2022. Trop peu, selon la NFU: «Nous voulons 55'000 saisonniers par an sur une période continue de cinq ans», a martelé Minette Batters.

(AFP)

Zurich

Holcim vend ses activités russes à leurs dirigeants locaux

Le groupe suisse, qui exploite trois sites spécialisés dans la production de ciment en Russie, a signé un accord avec la direction locale.

Le cimentier suisse Holcim va vendre ses activités en Russie à leurs dirigeants locaux, a-t-il annoncé mercredi, sans dévoiler le montant de la transaction. Le groupe, qui avait amorcé fin mars, un processus pour se retirer du marché russe, a signé un accord avec l'équipe de direction locale pour lui revendre ses activités dans le pays, indique-t-il dans un communiqué. Ces activités se poursuivront indépendamment sous une autre marque, a précisé Holcim. La finalisation de la transaction devra au préalable être approuvée par les autorités réglementaires. Cette cession n'aura pas d'impact financier sur les comptes de Holcim, souligne le groupe suisse, qui rappelle



que la Russie contribue à moins de 1% de son chiffre d'affaires et de son résultat d'exploitation. Le groupe avait annoncé fin mars sa décision de quitter le marché russe, alors que de nombreuses entreprises ont décidé de se retirer du pays après l'invasion de l'Ukraine. Holcim employait alors 1000 personnes en Russie, avait détaillé en mars le groupe,

qui exploitait trois sites spécialisés dans la production de ciment. Issu de la fusion en 2015 avec le français Lafarge, le cimentier avait dans un premier temps accolé les noms des deux entreprises pour s'appeler LafargeHolcim. Mais l'an passé, la raison sociale du groupe a été simplifiée pour redevenir simplement Holcim.

(AFP)

L'éco en bref

Wall Street termine en baisse, redoute un affaissement de l'économie

La Bourse de New York a terminé en baisse vendredi, les investisseurs redoutant une récession provoquée par un resserrement monétaire trop appuyé. Le Dow Jones a lâché 0,85%, l'indice Nasdaq a perdu 0,97% et l'indice élargi S&P a abandonné 1,12%. Les trois indices phares de la place new-yorkaise ont ainsi terminé à leur plus bas niveau en clôture depuis début novembre, il y a plus d'un mois.



Goldman Sachs va supprimer jusqu'à 4000 postes

La banque américaine Goldman Sachs prépare un plan de licenciements qui pourrait concerner jusqu'à 4000 postes, rapporte vendredi le site Semafor, du fait de la dégradation de l'économie américaine mais aussi de résultats décevants dans la banque de détail. Sollicitée par l'AFP, la banque Goldman Sachs s'est refusée à tout commentaire. Une personne proche du dossier a confirmé que les départs seraient «probablement un peu supérieurs» à ce que pratique habituellement l'établissement, qui se sépare, tous les ans, de «1 à 5%» de ses effectifs. Toujours selon cette source, la décision a été prise «à la lumière de la situation économique» actuelle, qui se dégrade. Elle a également souligné que la banque avait massivement recruté depuis 2019, ce qui a entraîné une hausse de 28% de ses effectifs.



Le déficit public allemand va se creuser à 3,25% du PIB en 2023

Le déficit public allemand va se creuser à 3,25% en 2023, contre 2,5% prévu pour cette année, en raison, notamment, de la crise énergétique qui pousse Berlin à dépenser sans compter pour soutenir ses ménages et entreprises, a indiqué le ministre des Finances, vendredi. «Pour cette année, les projections s'élèvent à 2,5% de déficit. L'an prochain, nous verrons un déficit de 3,25%», a indiqué Christian Lindner. Le déficit pourrait même atteindre 4,5% en 2023, en fonction de «l'ampleur des dépenses» destinées à bloquer les «prix du gaz et de l'électricité», a-t-il ajouté.

La Banque du Portugal revoit en forte baisse sa prévision de croissance pour 2023

La Banque du Portugal a revu en forte baisse, vendredi, sa prévision de croissance pour 2023, de 2,6 à 1,5%, dans une conjoncture marquée par une inflation qui devrait atteindre 8,1% cette année, avant de ralentir à 5,8% l'an prochain. «La croissance sera limitée au premier semestre 2023 dans un contexte d'incertitude mondiale, d'érosion du pouvoir d'achat, de restriction des conditions de financement et d'affaiblissement de la demande extérieure», a expliqué la banque. Sa prévision de croissance pour cette année a toutefois été revue en hausse, à 6,8 pour cent. Dans un entretien paru jeudi, le Premier ministre Antonio Costa avait annoncé la révision à la hausse des projections du gouvernement socialiste pour 2022, «autour de 6,7%», sans évoquer le scénario macroéconomique pour l'année prochaine.

Zone euro: moindre contraction de l'activité économique en décembre

La contraction de l'activité économique de la zone euro s'est poursuivie en décembre, mais moins fortement qu'en octobre et novembre, grâce au repli de l'inflation, selon l'indice PMI Flash publié vendredi par S&P Global. L'indice, calculé sur la base de sondages d'entreprises, s'est légèrement redressé à 48,8, après 47,8 en octobre. L'activité dans le secteur privé se contracte malgré tout pour le sixième mois consécutif. Un chiffre inférieur à 50 signale un recul, un chiffre au-delà signifiant au contraire une progression de l'activité. Les données recueillies laissent toujours anticiper «une baisse trimestrielle du PIB de 0,2%» dans la zone euro sur les trois derniers mois de l'année et un nouveau recul de janvier à mars 2023, a relevé Chris Williamson, économiste en chef de S&P Global.

Sélection AFP & REUTERS



INVESTIR EN ZONE UEMOA



EMETTEUR	CÔTE D'IVOIRE	SENEGAL
Date	20/12/2022	21/12/2022
Instrument	BAT 364J** - OAT 3A*	OAT 3A* - OAT 5A*
Montant (en Mds de FCFA)	35	25
Taux d'intérêt	Multiples ≤ 3,50% - 5,20%	5,10% - 5,50%

*Obligations de Relance (OdR) **Bons de Soutien et de Résilience (BSR)

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur : www.umoatitres.org

HOROSCOPE finance

Bélier Profitez du bel aspect de Jupiter pour vous attaquer à vos problèmes financiers. Vous pourrez trouver des solutions idéales. Il sera possible de réaliser de bons placements.

Taureau Les influx planétaires seront dans l'ensemble favorables à vos finances. Mais il vous faudra tout de même veiller à garder le contrôle de la situation. Si vous dépensez trop, ou si vous vous lancez dans des investissements aventureux, vous risquez de voir la chance se retourner contre vous. Restez raisonnable, même si vous avez droit à un coup de pouce du Ciel.

Gémeaux Vous vous trouverez dans un certain embarras pour avoir délié trop facilement les cordons de votre bourse ces derniers temps. Mais Saturne viendra à votre secours, en vous donnant les moyens de vous en sortir.

Cancer Neptune ne vous vaudra aucun bien aujourd'hui. Il vous pousserai vraisemblablement à de folles dépenses qui vous endetteraient pour longtemps ; à vous de savoir lui résister. Ne vous hasardez pas aujourd'hui sur le terrain glissant des placements, à moins d'être un spécialiste chevronné en la matière.

Lion Côté argent, Vénus vous apportera un petit coup de pouce. Mais comme Vénus n'est pas un astre à l'influence très puissante en argent, ne vous attendez pas à gagner au Loto ou à voir une prime quelconque vous tomber dans le bec ! Non, plus simplement, vous aurez peut-être droit à des revenus imprévus, ou au remboursement anticipé d'un prêt que vous avez fait.

Vierge Les secteurs d'argent de votre thème ne subiront l'influence d'aucune planète. Votre équilibre budgétaire devrait donc en principe être stable. Vous aurez en plus des chances d'avoir l'occasion d'améliorer votre situation, soit en réorganisant vos placements, soit en ayant la bonne surprise de récupérer une somme que l'on vous devait et que vous pensiez perdue à jamais.

Balance C'est avec intelligence et bon sens que vous gèrerez les finances familiales. Votre conjoint sera obligé de vous féliciter à ce sujet, même s'il est en désaccord avec vous pour d'autres questions.

Scorpion Le Soleil va former des figures tendues avec d'autres planètes. Or, ces conflits astraux ont tendance à rendre beaucoup trop dépensier. Vous voilà prévenu : ce ne sera pas le moment de lécher les vitrines ou de feuilleter les catalogues !

Sagittaire Il est probable que les besoins d'argent menacent de devenir très préoccupants aujourd'hui. Inutile de paniquer car cela ne résoudra aucun problème. L'essentiel sera de tenir jusqu'à ce que la roue tourne ; et elle tournera en votre faveur presque aussitôt grâce à l'intervention de la planète Mercure. Vous serez sauvé de justesse cette fois-ci, mais pas à chaque fois ; apprenez donc à être prévoyant et économe.

Capricorne Évitez de vous lancer dans des transactions financières importantes aujourd'hui. Vous auriez une fâcheuse tendance à tout compliquer, bref, à vous mélanger un peu les pinceaux. Ça ira mieux plus tard. La journée sera idéale pour acheter un billet de loterie ou jouer au Loto. N'oubliez pas de consulter votre nombre de chance du jour.

Verseau Avec cet aspect de Pluton, attention à ne pas vous prendre pour Crésus au moment où votre budget doit justement être revu à la baisse ! Si vous avez de l'argent placé en Bourse, attention : la journée semble promise à une grande instabilité ; méfiez-vous des rumeurs et évitez de modifier vos placements sur un coup de tête.

Poissons Bien positionné dans votre Ciel, le Soleil aura un impact favorable, vous aidant à améliorer momentanément vos revenus, et, si vous avez des économies, à dénicher de bons placements. Mais ce ne sera pas le moment de prendre des risques.

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Économique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU

ECOBANK TOGO**Avis public d'appel d'offres**

Réf. : 002/2022 /ETG

Avis d'Appel d'Offres Ouvert (AAOO) pour les travaux de réaménagement de l'agence Ecobank de Totsi à Lomé

Maître d'Ouvrage : ECOBANK TOGO

1. Ecobank Togo a obtenu dans le cadre de son budget d'investissement, des fonds afin de réaménager l'agence Ecobank de Totsi à Lomé et a l'intention d'utiliser une partie de ces fonds pour effectuer des paiements au titre du marché desdits travaux.
2. Ecobank Togo sollicite, par le présent avis d'appel, des offres sous pli fermé de la part des candidats ou groupements éligibles et répondant aux qualifications requises pour la réalisation des travaux de réaménagement de l'agence Ecobank de Totsi à Lomé.

Les travaux, sont regroupés en un lot unique qui comporte les corps d'état suivants :

- GROS-ŒUVRE
- FAUX PLAFONDS
- CARRELAGE
- MENUISERIES
- ELECTRICITE COURANT FORT
- CLIMATISATION
- PEINTURES

La passation du marché sera conduite par Appel d'Offres National (AON) conformément aux Règles d'Ecobank Togo pour l'Attribution des Marchés de Fournitures, de Travaux et de Services associés.

3. Ce marché sera exécuté dans un délai maximum de Un (01) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service.

NB : Les travaux seront exécutés aux jours et heures ci-après afin de ne pas perturber le fonctionnement normal de l'agence.

JOUR	HEURE
Lundi à vendredi	18 heures à 6 heures
Samedi et dimanche	Samedi 15 heures à Dimanche à 6 heures

4. Les candidats intéressés peuvent obtenir des informations auprès d'Ecobank Togo, et prendre connaissance des documents d'Appel d'Offres tous les jours ouvrables de 09 heures à 12 heures le matin et de 15 heures à 17 heures l'après-midi (TU), à l'adresse mentionnée ci-après :

Ecobank Transnational Incorporated
2365, Boulevard du Mono - Bureau MEZ 03, LOME

5. Les exigences en matière de qualifications sont :

- être une société ou un groupement spécialisé dans le domaine de la construction et l'aménagement de bâtiments ;
- avoir au moins 5 (cinq) ans d'expérience dans le domaine concerné ;
- avoir réalisé au moins trois (3) marchés durant les cinq (05) dernières années et qui ont été exécutés de manière satisfaisante et terminés, pour l'essentiel, et qui sont similaires aux services et travaux proposés. La similitude portera sur la taille physique, la complexité, les méthodes/technologies ou autres caractéristiques ;
- ne pas avoir d'antécédents de non-exécution de marché au cours des trois (03) dernières années qui précèdent la date limite de dépôt de soumission des offres, confirmé par tous les renseignements relatifs aux litiges ou aux procès complètement réglés en défaveur du soumissionnaire. Un litige ou un procès complètement réglé est un litige ou un procès qui a été résolu conformément au Mécanisme de règlement des litiges du marché correspondant et pour lequel tous les recours à la disposition du candidat ont été épuisés ;
- disposer des équipements et du personnel essentiels pour l'exécution des travaux ;
- le Candidat doit fournir la preuve qu'il a réalisé au cours des trois dernières années un chiffre d'affaires moyen au moins égal à la moitié du montant de son offre et
- le Candidat doit justifier sa capacité financière par une Attestation financière d'une banque prouvant qu'il est apte financièrement à exécuter le marché (à savoir disposer des avoirs liquides, lignes de crédit, autres) à hauteur de 50 % du montant de son offre.

6. Les candidats intéressés peuvent obtenir à partir du 07 décembre 2022 un Dossier d'Appel d'Offres complet en langue française à l'adresse mentionnée ci-dessous contre paiement en liquidités d'un montant non remboursable de soixante-quinze mille (75 000) francs CFA.

Ecobank Togo

Agence principale (Assigamé)
20 Avenue Sylvanus Olympio
Voir le Chef d'Agence

Le paiement sera effectué en espèces à l'adresse ci-dessus, contre remise d'un reçu.

7. Les offres doivent être rédigées en langue française, accompagnées du reçu d'achat du Dossier d'Appel d'Offres national délivré par Ecobank Togo. Le pli des offres doit contenir deux enveloppes distinctes dont l'une doit porter de façon apparente la mention " **offre technique et dossier administratif** " et la deuxième enveloppe doit porter de façon apparente la mention " **offre financière** ". Les offres devront être déposées en trois (03) exemplaires dont un (01) original et deux (02) copies, à l'adresse ci-après :

Ecobank Transnational Incorporated**2365, Boulevard du Mono - Bureau MEZ 03, LOME**au plus tard le 05 janvier 2023 à **10 heures 00 minutes TU** et portant la mention

« REAMENAGEMENT DE L'AGENCE ECOBANK DE TOTSI A LOME, TOGO »
A n'ouvrir qu'en séance d'ouverture des offres ».

Les dépôts électroniques ne seront pas admis.

Les offres qui ne parviendront pas aux heures et date ci-dessus indiquées, seront purement et simplement rejetées.

Seules les offres techniques seront ouvertes physiquement ce même jour, 05 janvier 2023 à 11 heures 00 minutes (TU) Salle de réunion du 2^{ème} étage de l'immeuble Technologie à Ecobank Transnational Incorporated 2365, Boulevard du Mono LOME en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants qui souhaitent y assister.

8. L'offre doit être accompagnée d'une garantie bancaire de soumission d'un montant de deux cent mille (200 000) Francs CFA.

La garantie devra être valide au moins pendant cent vingt (120) jours à compter de la date de remise des offres.

9. Le candidat devra joindre à son offre les documents suivants :

- trois (03) références à trois (03) marchés similaires au cours des cinq (05) dernières années avec procès-verbal de réception dénué de toute réserve ou attestation de bonne fin d'exécution à l'appui ;
- une copie de la carte d'immatriculation fiscale en cours de validité ou toute autre pièce équivalente ;
- un extrait du registre du commerce et du crédit mobilier ;
- une attestation de non faillite datant de moins de trois (03) mois ;
- un quitus fiscal datant de moins de trois (03) mois ;
- une attestation de l'Inspection du travail et des lois sociales (ITLS) datant de moins de trois (03) mois ;
- une attestation de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) en cours de validité ;
- une attestation de capacité financière d'un montant au moins égal à 50 % du montant de son offre financière et délivrée par tout organisme autorisé par les autorités du pays ;
- les caractéristiques techniques et l'origine des fournitures proposées ;
- la méthodologie d'exécution des travaux ;
- une copie du reçu de paiement du dossier d'appel d'offres (DAO) ; et
- une copie de l'attestation de visite des sites délivrée par Ecobank Togo.

10. Les offres resteront valides pendant une durée de cent vingt (120) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Il est porté à l'attention des candidats qu'ils devront procéder obligatoirement à une visite du site qui est prévue pour le 29 décembre 2022 à 17 heures.

Banque

BOA Togo ouvre ses portes de prêts aux PME

La banque of Africa (BOA) a ouvert ses portes de prêts aux petites et moyennes entreprises. Cette opportunité pour les PME a été révélée par les premiers responsables de la banque sur le site du centre des expositions et foires (CETEF) de Lomé.

● **Hélène MARTELOT**

Ceci, lors de la célébration de la journée dédiée à la BOA, le mardi 13 décembre 2022, avec pour thème : « la BOA Togo, partenaire clé des PME ». Pour ces petites et moyennes entreprises, la banque of Africa dit avoir réservé une enveloppe de 570 milliards de francs CFA pour eux. Parce que pour cette institution financière, ici comme partout, ce sont les PME qui construisent et qui font l'économie. Le groupe BOA dans l'exécution de son plan triennal de développement a mis un accent sur le segment des PME. Selon lui, dans leur économie, il constate que 85 à 95% des entreprises qui constituent le tissu économique du pays sont des PME. Raison pour laquelle il est nécessaire de les accompagner. « Nous nous positionnons comme la banque des PME avec une enveloppe de 570 milliards de prêt disponible pour les financer », a confié le chef département commercial, marketing et communication de la banque of Africa, René



Guérar. René Guérar affirme qu'ils ont compris qu'en accompagnant les jeunes entrepreneurs à développer leur entreprise et leur business et à grandir, ce serait intéressant et fructueux pour tous. « Au-delà de tout, notre rôle principal en tant que banque, c'est aussi d'accompagner ces différents entrepreneurs. On leur donne des conseils adéquats qu'il faut, et la prestation de service qu'il faut. On les accompagne sur les financements en les consultant sur ce qu'il faudrait faire et quel type de crédit il faudrait prendre et sur quelle durée », a-t-il expliqué. Outre les financements et l'accompagnement, la banque offre aussi 2 solutions qui sont le

pack mon business et le pack business. Elles sont dédiées respectivement aux très petites entreprises et aux petites et moyennes entreprises. « Ce sont des packages qui regroupent plusieurs produits dont peuvent bénéficier les entrepreneurs du secteur informel et du secteur formel. Aujourd'hui c'est toute la couche de la société commerciale qui se retrouve dans le livre. Les très petites entreprises, les PME et les grandes entreprises et pour chaque type de clients de société, nous avons la solution adéquate », a précisé M. Guérar. Notons que cette initiative de la BOA fait partie du champ d'action de la nouvelle charte des TPME signée en novembre 2021.

Mercato

Personne ne veut de Cristiano Ronaldo

Alors qu'il attend un signe d'un grand club européen, force est de constater que Cristiano Ronaldo n'intéresse plus grand monde.

L'avenir de Cristiano Ronaldo est sur les lèvres de tous les fans de foot. Malheureusement pour la star, c'est beaucoup moins vrai pour les clubs. Alors qu'il est libre depuis qu'il a mis fin à ses derniers mois de contrat restants à Manchester United, le Portugais n'intéresse absolument aucune grande équipe européenne. C'est pourtant ce qu'il recherchait avant toute chose, lui qui a toujours sa place de meilleur buteur de la Ligue des Champions dans un coin de la tête. Sans C1 depuis le mois de février dernier et une élimination



précoce en 8e de finale par l'Atlético de Madrid, le quintuple Ballon d'Or est désormais sous la menace d'un Lionel Messi. En plus d'être en position de remporter la Coupe du Monde demain face à la France, ce qui le placerait au-dessus de son

concurrent lusitanien dans le panthéon du football mondial, l'Argentin n'a plus que 11 longueurs de retard sur CR7 (140 buts contre 129). Une saison de plus au PSG pourrait suffire à dépasser cette barre.

Avec footmercato.net

Entreprise

La nouvelle charte des TPME vulgarisée dans la région Centrale

La nouvelle charte des Très petites et moyennes entreprises (TPME) a été présentée aux différents acteurs de la région Centrale lors d'un atelier tenu le mercredi 14 décembre à Sokodé.

Cette activité est organisée par le ministère du Commerce, de l'Industrie et de la Consommation locale à travers la Direction du développement du secteur privé. Elle s'inscrit dans le cadre de la campagne nationale de vulgarisation dudit document. L'objectif de cet atelier est de vulgariser la nouvelle charte des TPME afin de permettre son entière appropriation par toutes les parties prenantes. Il s'est agi de faire connaître aux acteurs économiques les nouvelles définition et catégorisation des TPME ainsi que les innovations de la nouvelle charte par rapport à l'ancienne. La rencontre a permis également de présenter les mesures d'aide et de soutiens fiscaux, financiers, non financiers et spécifiques octroyés par la charte et les conditions d'adhésion à la charte. Elle a aussi servi de cadre pour exposer les obligations de toutes les parties prenantes à savoir : l'Etat, le secteur privé, les banques, les systèmes financiers décentralisés, les universités et centres de recherche, les collectivités locales ainsi que le dispositif de mise en œuvre et de suivi de la charte. Cet atelier a, en outre permis de recueillir les attentes et les propositions de tous les acteurs pour un meilleur accompagnement des



TPME. Le directeur général du Secteur Privé, Luciano Feou a fait savoir que « l'essentiel du tissu économique du Togo est constitué de très petites, petites et moyennes entreprises (TPME) qui représentent plus de 90% des unités économiques ». « Elles créent environ 60% des emplois et contribuent en moyenne à 40% du produit intérieur brut », a-t-il ajouté, précisant que de ce fait, « les TPME jouent un rôle central dans le développement socio-économique du pays ». Pour lui, c'est, conscient de cette réalité, que le gouvernement togolais a fait du développement des TPME l'une de ses priorités afin de parvenir à la transformation structurelle de l'économie du pays. Il a souligné que cette charte « prévoit plusieurs mesures d'aide et de soutien aux TPME afin de les amener à jouer pleinement leur rôle de création d'emplois et de richesses ». M. Feou a signifié que pour une mise en œuvre réussie de

ladite charte, il est indispensable qu'elle fasse l'objet de vulgarisation et d'appropriation par toutes les parties prenantes. Le préfet de Tchaoudjo, Col. Monpion Matéindou a déclaré que cet atelier est une « belle initiative du gouvernement qui ambitionne de redynamiser le tissu économique et de donner une plus grande opportunité d'affaires aux TPME conformément à la feuille de route gouvernementale 2020-2025 ». Il a exprimé sa gratitude au chef de l'Etat, Faure Gnassingbé « pour sa bonne gouvernance socio-économique et son leadership de faire du secteur privé togolais le moteur d'une croissance inclusive, forte, durable et résiliente et qui induit l'amélioration du bien-être social ». Il a demandé aux participants d'être des ambassadeurs porteurs du message du gouvernement pour vulgariser, à leur tour, cette charte des TPME.

Avec ATOP/MEK/AJA

PSG

Nasser Al-Khelaïfi évoque la prolongation de Messi

La Coupe du Monde s'achève dans quelques heures. Après cela, des discussions pour la prolongation de Lionel Messi, en fin de contrat en juin prochain, pourront enfin être entamées par le PSG.

C'est ce qu'a encore dit le président du club français, Nasser Al-Khelaïfi sur les ondes de RMC ce vendredi soir. Selon lui, ça ne dépend que de l'Argentin et de son clan, qu'il a rencontré à Doha durant le Mondial. « Si on veut tous les deux qu'il prolonge, il va rester. On s'était dit qu'on parlerait après la Coupe du monde. Je confirme mille fois qu'il est très heureux



du club, il fait une très bonne saison. Je pense qu'il a envie de rester. Est-ce que ça va se faire ? On va voir, il reste un match. » Messi dispose d'une option de prolongation d'un

saison, lui qui a inscrit 12 buts et délivré 14 passes décisives en 19 matchs sous le maillot parisien cette saison.

Avec footmercato.net

Le Togo en chiffres

Produits échangés		Le Togo en chiffres		Produits échangés	
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020	2,2 Mds USD de produits importés en 2020	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,2
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Coton, non cardé ni peigné	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4	Riz	2,7
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
		Fèves de soja, même concassées	2,7	Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100



APPEL À Projets

Postulez dès maintenant et participez à

- Vous êtes une entreprise innovante en plein processus de développement ?
- Vous avez du mal à relancer votre entreprise et vous recherchez une opportunité de financement ?
- Vous souhaitez profiter des mécanismes de financement de votre secteur d'activité ?

INNOVATIVE PROJECT ET SME NETWORKING

DATE LIMITE **19** DEC. 2022

LIEN D'INSCRIPTION
GOOGLE FORM OU SITEWEB

Présélection et Pitch en ligne et dans les AUF, en collaboration avec le programme CAP PME INNOVANTES et le cabinet belge Congruence

Redynamisons les PME de l'UEMOA, pour soutenir le développement de l'Afrique

Tel./Whatsapp : +226 76676690 / +225 0779440280 / +228 91368569 / +32 485275909
salonpme@gmail.com - www.salonpmeuemoa.org - : Salonpme_uemoa - : SalonBanquesPMEUEMOA